



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 64.185/4
du 26 septembre 2018

advies 64.185/4
van 26 september 2018

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'modifiant
l'arrêté royal du 15 mars 1968
portant règlement général sur
les conditions techniques
auxquelles doivent répondre
les véhicules automobiles et
leurs remorques, leurs éléments
ainsi que les accessoires de
sécurité'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
15 maart 1968 houdende
algemeen reglement op de
technische eisen waaraan de
auto's, hun aanhangwagens,
hun onderdelen en hun
veiligheidstoebehoren moeten
voldoen'

Le 27 août 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 26 septembre 2018. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 26 septembre 2018.

*

Op 27 augustus 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 26 september 2018. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 26 september 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Le projet examiné vise à apporter à l'arrêté royal du 15 mars 1968 'portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité', les modifications qu'appelle le transfert des compétences opéré par la Sixième réforme de l'État concernant la réglementation en matière de masse maximale autorisée et de masses par essieu des véhicules sur la voie publique ainsi que la sûreté de chargement et les dimensions et la signalisation du chargement (article 6, § 1^{er}, XII, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles') et de contrôle du respect des prescriptions techniques fédérales applicables aux véhicules en vue de leur mise en circulation routière et le contrôle technique des véhicules qui circulent sur la route en application des normes fédérales (article 6, § 1^{er}, XII, 4^o, de la loi spéciale du 8 août 1980).

Dans ce contexte général, le projet examiné poursuit également les trois objectifs suivants :

- instaurer un contrôle technique périodique pour les véhicules mis en circulation depuis plus de vingt-cinq ans et immatriculés sous l'une des plaques d'immatriculation visées à l'article 4, § 2, de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 'relatif à l'immatriculation de véhicules' (immatriculation « *Oldtimer* ») ;

- assurer la transposition partielle de la directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 'relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques, et abrogeant la directive 2009/40/CE' ;

- assurer la transposition partielle de la directive (UE) 2015/719 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 'modifiant la directive 96/53/CE du Conseil fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international'.

Le projet examiné présente ainsi un caractère technique affirmé tout en étant susceptible de concerner un large public. Il s'intègre, en outre, dans un contexte juridique complexe, s'agissant de transposer partiellement deux directives européennes dans les limites tracées par la répartition des compétences issue de la Sixième réforme de l'État.

Il est dès lors conseillé aux auteurs du projet d'accompagner la publication de celui-ci d'un rapport au Gouvernement, auquel seront joints des tableaux de transposition des deux directives précitées. Ceux-ci permettront tant aux auteurs qu'aux destinataires de ces normes d'avoir une présentation complète de la transposition des deux directives précitées, et d'y distinguer les dispositions dont la transposition relève de la compétence des régions ou de l'autorité fédérale.

L'élaboration de tels tableaux de transposition permettra également de s'assurer de la transposition complète de ces deux directives, pour ce qui concerne les compétences de la Région de Bruxelles-Capitale.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Le projet examiné trouvant son fondement juridique dans l'article 1^{er} de la loi du 21 juin 1985 'relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité', il doit être soumis à l'avis de la Commission consultative administration-industrie, créée par l'arrêté royal du 24 décembre 1985 'relatif à la commission consultative administration-industrie'.

Cette consultation doit être réalisée dans le respect des règles relatives à la composition et au fonctionnement de cette commission, telles qu'elles sont fixées par l'arrêté royal précité.

Il revient aux auteurs du projet de vérifier si tel est bien le cas de l'avis du 24 mai 2018 visé à l'alinéa 4 du préambule du projet.

2. Conformément à l'article 4, § 3, de l'ordonnance du 8 décembre 2016 'portant sur l'intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', « Chaque ministre et secrétaire d'État évalue tout projet d'acte législatif ou réglementaire au regard du principe de *handistreaming*. Si un tel projet a une incidence sur la situation des personnes handicapées, le ministre ou le secrétaire d'État l'expose dans une note au Gouvernement et propose des mesures de correction si nécessaire, permettant leur pleine et effective participation à la société ».

Cependant, le dossier à l'examen ne comporte pas une telle évaluation. L'auteur du projet veillera à l'accomplissement de cette formalité préalable obligatoire.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1^{er}, il convient de viser plus précisément les articles 1^{er} et 2, de la loi du 21 juin 1985.

Les modifications encore en vigueur apportées à ces deux articles doivent également y être mentionnées.

2. Il n'y a pas lieu de consacrer deux alinéas à la mention des directives partiellement transposées par le projet, l'article 1^{er} du dispositif y étant déjà consacré.

Les alinéas 6 et 7 seront donc omis.

DISPOSITIF

Article 2

1. Les modifications précédentes et encore en vigueur de l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 doivent être vérifiées.

2. Les membres de phrase introductifs des autres dispositions modificatives de l'arrêté royal du 15 mars 1968, que comporte le projet, seront également complétés sur ce point.

Article 4

La version française de l'article 4 doit être revue afin d'en assurer la concordance avec la version néerlandaise, dont la rédaction est correcte.

La traduction erronée des termes « *op het Belgisch grondgebied* » par « en Belgique », aurait, en outre, pour effet de modifier les alinéas 1^{er} et 2, du paragraphe 4 de l'article 2 de l'arrêté royal du 15 mars 1968¹ – qui ne relèvent pas de la compétence de l'auteur du projet – et de laisser la modification de son alinéa 4 incomplète et incohérente dans la version française.

Article 12

La version française du 5° sera revue afin d'assurer une insertion plus correcte, sur le plan de la langue, de la modification opérée à l'article 16^{ter}, § 2, 1, de l'arrêté royal du 15 mars 1968.

¹ Lesquels disposent :

« § 4. Les véhicules à moteur immatriculés à l'étranger doivent, pour être admis à la circulation sur la voie publique en Belgique, répondre aux conditions reprises dans la Convention internationale sur la circulation routière. Il en est de même pour les remorques étrangères tirées par eux, ou tirées par un véhicule à moteur immatriculé en Belgique ».

Article 19

1. Dans la version française de l'article 23ter, § 2, 7° et 8°, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968, les mots « vingt-cinq » doivent être remplacés par « cinquante », la version néerlandaise étant correcte sur ce point.
2. Dans la version française de l'article 23ter, § 6, en projet, les mots « proposés pour contrôle périodique » doivent être remplacés par ceux de « présentés au contrôle périodique ».

Article 20

1. Dans la version française de l'article 20, les mots « articles 23ter, § 1^{er}, 1° jusqu'au 7° » doivent être remplacés par « articles 23ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4° à 7° ».
2. Le remplacement des termes précités par les mots « articles 23ter, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° [à] 9° » doit également être corrigé (dans les deux versions linguistiques), ce paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne comportant pas de 8° et 9°.

Il semble qu'il faille se référer ici aux nouveaux 7° et 8°, du paragraphe 2, insérés par l'article 19 du projet.

Article 27

Dans la version française du 1°, les mots remplacés « le Ministre des Travaux publics ou son délégué » doivent être complétés par les mots « aux conditions qu'il ».

Article 28

Dans la version française, les mots « L'autorité compétente en matière de réception » doivent être complétés par « est chargée ».

Article 46

L'article 46 prévoit une date limite de présentation au contrôle technique pour les véhicules *oldtimers* visés à l'article 3 du projet (article 2, § 2, 7°, alinéa 1^{er}, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968) immatriculés, selon le cas, depuis moins ou plus de cinquante ans, et basée sur la date d'entrée en vigueur du projet.

Cet article se concilie malaisément avec le nouveau paragraphe 6, que l'article 19, 2°, du projet, vise à insérer dans l'article 23ter, de l'arrêté royal du 15 mars 1968, et dont l'objet est similaire.

Ces deux dispositions seront revues, et le cas échéant fusionnées, afin de définir avec plus de clarté l'échelonnement de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives au contrôle technique périodique des *oldtimers*.

La publication d'un rapport au Gouvernement pourrait également permettre de mieux informer les personnes concernées sur ce point.

Article 47

Il n'y a pas lieu de citer un secrétaire d'État parmi les ministres chargés de son exécution, cette dernière ayant vocation à perdurer au delà de l'actuelle fixation des attributions des ministres et secrétaires d'État régionaux.

Annexes

1. L'intitulé de l'annexe 1 doit être scindé en deux intitulés distincts mentionnant, le premier, qu'il s'agit de l'annexe 1 à l'arrêté modificatif en projet (en reprenant sa date d'adoption et son intitulé complet) et, le second, qu'il s'agit de l'annexe 15 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 'portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité'.
2. La même observation vaut, *mutatis mutandis*, pour l'annexe 2 (annexe 41, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968).
3. Le point 9 du tableau figurant au point C de l'annexe 2 (annexe 41, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968), est identique à celui de l'annexe 1 (annexe 15, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968).

Il convient de vérifier si ce point 9 ne doit pas être remplacé, dans l'annexe 2, par une subdivision consacrée aux « points de diagnostic » auxquels fait référence l'article 23sexies, § 4, 2° et 3°, de l'arrêté royal du 15 mars 1968, à l'instar des versions de l'annexe 41, en vigueur dans les deux autres régions, depuis son remplacement par l'arrêté du Gouvernement flamand du 27 avril 2018² et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018³.

*

² Besluit van de Vlaamse Regering van 27 april 2018 'tot wijziging van diverse besluiten met betrekking tot de technische keuring'.

³ Arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018 'modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité'.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Het voorliggende ontwerp strekt ertoe in het koninklijk besluit van 15 maart 1968 ‘houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto’s, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen’ de wijzigingen aan te brengen die voortvloeien uit de bevoegdheidsoverdracht ingevolge de zesde staatshervorming met betrekking tot de regelgeving inzake maximaal toegelaten massa en massa’s over de assen van de voertuigen die gebruik maken van de openbare wegen, evenals de ladingzekering en de afmetingen en de signalisatie van de lading (artikel 6, § 1, XII, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’) en het toezicht op de naleving van de technische federale voorschriften voor voertuigen met het oog op hun inverkeerstelling en de technische keuring van voertuigen die op de weg rijden in toepassing van de federale normen (artikel 6, § 1, XII, 4°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980).

In die algemene context heeft het voorliggende ontwerp eveneens de volgende drie doelstellingen:

- de instelling van een periodieke keuring voor de voertuigen die sinds meer dan vijftientwintig jaar in gebruik zijn en die ingeschreven zijn onder een van de kentekenplaten vermeld in artikel 4, § 2, van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 ‘betreffende de inschrijving van voertuigen’ (“oldtimer kentekenplaat”);

- de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2014/45/EU van het Europees Parlement en de Raad van 3 april 2014 ‘betreffende de periodieke technische controle van motorvoertuigen en aanhangwagens en tot intrekking van Richtlijn 2009/40/EG’;

- de gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2015/719 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2015 ‘tot wijziging van Richtlijn 96/53/EG van de Raad houdende vaststelling, voor bepaalde aan het verkeer binnen de Gemeenschap deelnemende wegvoertuigen, van de in het nationale en het internationale verkeer maximaal toegestane afmetingen, en van de in het internationale verkeer maximaal toegestane gewichten’.

Het voorliggende ontwerp heeft dus een duidelijke technische strekking terwijl het ook van belang kan zijn voor een ruim publiek. Het past bovendien in een complexe juridische context aangezien het gaat om de gedeeltelijke omzetting van twee Europese richtlijnen binnen de grenzen van de verdeling van de bevoegdheden ingevolge de zesde staatshervorming.

Bijgevolg worden de stellers van het ontwerp geadviseerd om de bekendmaking van het ontwerp gepaard te laten gaan met een verslag aan de regering, samen met de omzettingstabellen van de twee voornoemde richtlijnen. Aan de hand van die tabellen zullen zowel de stellers als de adressaten van die normen een volledig beeld kunnen hebben van de omzetting van die richtlijnen en zullen ze daarin een onderscheid kunnen maken tussen de bepalingen waarvan de omzetting tot de bevoegdheid van de gewesten dan wel van de federale overheid behoort.

Door het opmaken van dergelijke omzettingstabellen zal eveneens een volledige omzetting van die twee richtlijnen bewerkstelligd kunnen worden met betrekking tot de bevoegdheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Aangezien het voorliggende ontwerp zijn rechtsgrond vindt in artikel 1 van de wet van 21 juni 1985 ‘betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen’, moet het om advies worden voorgelegd aan de raadgevende commissie administratie-nijverheid, opgericht bij het koninklijk besluit van 24 december 1985 ‘betreffende de raadgevende commissie administratie-nijverheid’.

Die raadpleging moet worden gehouden met naleving van de regels over de samenstelling en de werkwijze van die commissie, zoals ze bij het voornoemde koninklijk besluit zijn vastgesteld.

De stellers van het ontwerp dienen na te gaan of zulks wel degelijk het geval is voor het advies van 24 mei 2018 waarnaar verwezen wordt in het vierde lid van de aanhef van het ontwerp.

2. Overeenkomstig artikel 4, § 3, van de ordonnantie van 8 december 2016 ‘betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ evalueert elke minister en staatssecretaris elk ontwerp van wetgevende of regelgevende akte uit het oogpunt van handistreaming. Als een dergelijk ontwerp een weerslag heeft op de situatie van personen met een handicap dan geeft de minister of staatssecretaris dat aan in een nota aan de regering en stelt correctiemaatregelen voor indien nodig, waarbij hun volwaardige en effectieve deelname aan de maatschappij mogelijk wordt.”

Het voorliggende dossier bevat echter geen dergelijke evaluatie. De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit verplichte voorafgaande vormvereiste wordt vervuld.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het eerste lid moet meer specifiek verwezen worden naar de artikelen 1 en 2 van de wet van 21 juni 1985.

De nog geldende wijzigingen die in die twee artikelen zijn aangebracht, moeten er eveneens in vermeld worden.

2. Er hoeven geen twee leden gewijd te worden aan de vermelding van de richtlijnen die bij het ontwerp gedeeltelijk omgezet worden aangezien artikel 1 van het dispositief al daaraan gewijd is.

Het zesde en het zevende lid moeten dus weggelaten worden.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. De vorige en nog geldende wijzigingen van artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 moeten gecontroleerd worden.

2. De inleidende zinsdelen van de andere wijzigingsbepalingen van het koninklijk besluit van 15 maart 1968, die het ontwerp bevat, moeten eveneens op dat punt aangevuld worden.

Artikel 4

De Franse tekst van artikel 4 moet aldus herzien worden dat hij in overeenstemming is met de Nederlandse tekst, die op correcte wijze gesteld is.

De foutieve vertaling van de woorden “op het Belgisch grondgebied” door “*en Belgique*” zou, bovendien, tot gevolg hebben dat het eerste en het tweede lid van paragraaf 4 van artikel 2 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968¹ gewijzigd worden – hetgeen niet ressorteert onder de bevoegdheid van de steller van het ontwerp – en dat de wijziging van het vierde lid ervan onvolledig en incoherent wordt in de Franse tekst.

¹ Die twee leden luiden als volgt:

“§ 4. De in het buitenland ingeschreven motorvoertuigen moeten, om in België tot het verkeer op de openbare weg te worden toegelaten, voldoen aan de technische eisen opgenomen in de Internationale conventie inzake het wegverkeer.

Dit geldt eveneens voor de buitenlandse aanhangwagens die erdoor getrokken worden of die getrokken worden door een in België ingeschreven motorvoertuig.”

Artikel 12

De Franse tekst van de bepaling onder 5° moet aldus herzien worden dat de wijziging in artikel 16ter, § 2, 1, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 op taalkundig correcte wijze geschiedt.

Artikel 19

1. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 23ter, § 2, 7° en 8°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968, moet het woord “vijfentwintig” vervangen worden door het woord “vijftig”, naar het voorbeeld van de, op dat punt correcte, Nederlandse tekst.

2. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 23ter, § 6, moeten de woorden “proposés pour contrôle périodique” vervangen worden door de woorden “présentés au contrôle périodique”.

Artikel 20

1. In de Franse tekst van artikel 20, moeten de woorden “articles 23ter, § 1, 1° jusqu’au 7°” vervangen worden door de woorden “articles 23ter, § 1, alinea 1^{er}, 4° à 7°”.

2. De vervanging van de voornoemde woorden door de woorden “artikelen 23ter, § 1, eerste lid, 1° tot 9°” moet eveneens gecorrigeerd worden (in de twee taalversies), aangezien het eerste lid van die paragraaf 1 geen bepalingen onder 8° of 9° bevat.

Het heeft er alle schijn van dat hier verwezen dient te worden naar de nieuwe bepalingen onder 7° en 8° van paragraaf 2, ingevoegd bij artikel 19 van het ontwerp.

Artikel 27

In de Franse tekst van de bepaling onder 1° moeten de vervangen woorden “le Ministre des Travaux publics ou son délégué” aangevuld worden met de woorden “aux conditions qu’il”.

Artikel 28

In de Franse tekst moeten de woorden “L’autorité compétente en matière de réception” aangevuld worden met de woorden “est chargée”.

Artikel 46

In artikel 46 wordt op basis van de datum van inwerkingtreding van het ontwerp, een uiterste datum vastgesteld voor het aanbieden bij de keuring van de oldtimers, zoals bedoeld in artikel 3 van het ontwerp (ontworpen artikel 2, § 2, 7°, eerste lid, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968), die, naargelang het geval, meer of minder dan vijftig jaar geleden in het verkeer gebracht zijn.

Dat artikel is moeilijk verenigbaar met de nieuwe paragraaf 6 die bij artikel 19, 2°, van het ontwerp ingevoegd wordt in artikel 23^{ter} van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 en die dezelfde strekking heeft.

Die twee bepalingen moeten herzien en, in voorkomend geval, samengevoegd worden zodat aldus duidelijker vastgesteld wordt hoe de inwerkingtreding van de nieuwe bepalingen met betrekking tot de periodieke keuring van de *oldtimers* gespreid wordt in de tijd.

De bekendmaking van een verslag aan de regering zou er eveneens toe kunnen bijdragen dat de belanghebbenden op dat punt beter geïnformeerd worden.

Artikel 47

Er hoort geen melding te worden gemaakt van een staatssecretaris naast de ministers die belast zijn met de tenuitvoerlegging van het besluit, aangezien die bedoeld is om voort te duren na afloop van de huidige bepaling van de bevoegdheden van de gewestelijke ministers en staatssecretarissen.

Bijlagen

1. Het opschrift van bijlage 1 moet opgesplitst worden in twee onderscheiden opschriften, waarbij uit het eerste moet blijken dat het gaat om bijlage 1 bij het ontworpen wijzigingsbesluit (met opgave van de datum waarop het is aangenomen en met het volledige opschrift ervan) en uit het tweede dat het gaat om bijlage 15 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 'houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen'.
2. Dezelfde opmerking geldt, *mutatis mutandis*, voor bijlage 2 (ontworpen bijlage 41 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968).
3. Punt 9 van de tabel onder punt C van bijlage 2 (ontworpen bijlage 41 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968) is hetzelfde als dat van bijlage 1 (ontworpen bijlage 15 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968).

Er dient nagegaan te worden of dat punt 9, in bijlage 2, niet vervangen moet worden door een onderverdeling met betrekking tot de “diagnosepunten” waarnaar verwezen wordt in artikel 23sexies, § 4, 2° en 3°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968, naar het voorbeeld van de versies van bijlage 41, die van kracht zijn in de twee andere gewesten, sinds de vervanging ervan bij het besluit van de Vlaamse Regering van 27 april 2018² en het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018.³

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

² Besluit van de Vlaamse Regering van 27 april 2018 ‘tot wijziging van diverse besluiten met betrekking tot de technische keuring’.

³ Besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto’s, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen’.